

Résister aux régressions sociales et inventer des alternatives !

Sarko et son gouvernement ne perdent pas de temps pour faire avancer leur société inégalitaire. Le monde de Sarko c'est déjà celui où les riches paient moins d'impôts, où les patrons pourront licencier quand il veulent. C'est aussi celui où les jeunes, les classes populaires n'ont le droit que de travailler plus pour survivre.

Le gouvernement veut mettre en place deux réformes qui vont avoir un impact très important sur la vie et l'avenir des jeunes : l'université et le contrat de travail unique.

Ces deux réformes ont pour but d'avancer vers toujours plus de rentabilité et de profits pour quelques uns et toujours moins de libertés pour les individus. Tout ce qui sert à permettre à chacun de vivre plus dignement, à se former, à choisir, à s'épanouir, si ce n'est rentable doit disparaître.

C'est dans ce but qu'ils veulent transformer l'université en centre de formation des entreprises. Dirigées par un super manager, elles adapteront leurs formations aux seuls besoins du patronat local et national!

Les étudiants seront formés pour des métiers uniques. C'est la réduction drastique de l'accès de tous aux savoirs et leur soumission à la loi de l'argent. Tout cela, bien évidemment sans avoir notre mot à dire. Quelle régression !

Et la boucle est bouclée avec **le contrat unique : pour le patron la liberté de licencier à sa guise** au moins dans les premiers temps du contrat. C'est le CPE version Sarko, la précarité généralisée!! Les patrons décideront donc de nos formations, de nos embauches et de notre licenciement en fonction de leurs intérêts !!

La droite veut faire de nous des soldats de la guerre économique. Et gagner la guerre c'est moins de droits pour les salariés, moins de savoirs pour les jeunes, moins de salaires pour tous !!

Il est urgent de ne pas leur laisser mettre en place son projet de société ! Il est urgent d'inventer les contres offensives pour permettre à chacun de décider, d'en finir avec les inégalités, la précarité et le règne de l'argent roi. La mobilisation des jeunes aidés des salariés a fait reculer le CPE, nous pouvons à nouveau nous unir pour empêcher la grande régression !

Résister et inventer à la Fête de l'Humanité !

Les 14, 15 et 16 septembre prochains, ce sont 3 jours de concerts, de débats et d'échanges qui se dérouleront au parc de la Courneuve (93).

Emploi, éducation, santé, solidarité internationale, luttes sociales, alternatives, avenir de la gauche... ce sont des centaines de rencontres qui sont organisées. Un véritable lieu d'éducation populaire où chacun peut venir confronter son point de vue avec d'autres.

La fête de l'Huma c'est aussi trois jours de concerts (il y'en a pour tous les goûts !!!) : **Ayo, Grand Corps Malade, Iggy Pop & The Stooges, Johnny Clegg, Les Ogres de Barback, Luke, Olivia Ruiz, Razorlight, Renaud, The John Butler Trio, West Side Story** par l'Orchestre Philharmonique de Radio France...

La fête de l'Huma c'est enfin la solidarité internationale avec le village du Monde qui accueille des dizaines de stands internationaux. Ils vous feront découvrir la situation de pays des 5 continents ainsi que... leur gastronomie.

Programme complet sur le www.humanite.fr/fete.html

N'hésitez pas à contacter les jeunes communistes pour t'y rendre. Le bon d'entrée est de 15 €. Renseignements au 01.40.40.12.45



D.R.



Mouvement Jeunes Communistes de France

www.jeunes-communistes.org



AUTONOMIE DES UNIVERSITES

Le projet de loi relatif aux libertés des universités vient d'être voté. Après une concertation à la va vite, le gouvernement a décidé que la réforme « la plus importante du quinquennat », dicit François Fillion, serait adoptée en quelques semaines. Quel déni de démocratie alors que les étudiants sont en vacances et que la quasi-totalité des syndicats d'enseignant-chercheurs et de personnels jugent le texte « inacceptable » ! Présentation du contenu de la loi.

Cette loi a d'abord pour but de permettre « l'autonomie des universités », principalement une autonomie financière. Les universités pourront gérer toutes leurs ressources, leur patrimoine immobilier et recourir à des financements privés sans aucun contrôle :

- Les inégalités entre les facs vont se développer et on se dirige vers un enseignement supérieur à deux vitesses : d'un côté des campus universitaires (une dizaine) avec un fort lien entre l'enseignement et la recherche, largement financés par le privé. De l'autre, des universités (environ soixante) déconnectées de la recherche et tournée vers les cursus cours et professionnalisants.

- Les entreprises auront un droit de regard sur les politiques universitaires : puisque les patrons siègeront au CA et investiront directement dans l'université, ils n'hésiteront pas à faire du lobbying pour leurs seuls intérêts !

- De plus, les universités devant aller chercher des financements, nul doute que les frais d'inscription vont augmenter fortement à moyen terme. C'est ce qui s'est passé pour tous les pays qui ont fait une réforme similaire. En Allemagne par exemple, ils atteignent parfois 5000 euros !



Au delà de l'autonomie financière des universités, trois points du projet de loi sont inacceptables :

- **La présidentialisation de la gouvernance des universités**, avec un conseil d'administration restreint où les étudiants sont peu représentés, un président manager de l'entreprise-université ayant tous les pouvoirs, élu par le seul CA. Le conseil scientifique (CS) et le conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) sont relégués au rang d'instances consultatives.

- **La casse du statut d'enseignant-chercheur**, avec notamment le droit de veto du président sur l'affectation de l'ensemble des personnels et la possibilité qu'il obtient de recruter des contractuels, y compris sur des postes d'enseignement.

- **Les attaques sur l'égalité d'accès à l'université**, avec un système de pré-inscription qui va mener à la sélection à l'entrée de la fac.

Des propositions pour inventer l'alternative :

L'université doit se transformer !!! **Nous voulons construire une université libre et citoyenne ouverte sur la société.** Elle doit être le lieu d'élaboration, de confrontations des savoirs et de leur démocratisation. Ouverte sur le monde du travail, elle doit participer à sa transformation vers la sécurisation des parcours professionnels et une mobilité choisie.

Pour cela, il faut en priorité :

- Instaurer un cadrage national des diplômes qui soit lié aux conventions collectives.
- Supprimer tout dispositif de sélection sociale pour sortir d'une logique élitiste.
- Elaborer un plan d'implantation de nouveaux établissements sur le territoire, pour réduire les inégalités d'accès au lieu d'études supérieures.
- Doubler sur 5 ans la part des dépenses publiques consacrées à un étudiant.
- Elaborer un plan pluriannuel de création de postes de professeurs, conseillers d'orientation, infirmières, assistantes sociales...

CONTRAT DE TRAVAIL UNIQUE :

UNIFIER POUR MIEUX REGNER

Sous couvert de garantir une égalité de droit pour tous Nicolas Sarkozy veut imposer un contrat unique pour l'ensemble des salariés. Il présente cette proposition comme une avancée pour le monde du travail qui vit aujourd'hui une segmentation entre CDI d'un côté et de l'autre les contrats précaires. Nous n'avons cessé de dénoncer le fait que cette division du salariat par les contrats de travail est la source d'une injustice majeure mais cette question ne peut être réglée comme le souhaite le gouvernement.

Qui s'oppose à un traitement égalitaire de salariés ? Pas les syndicats ni les communistes qui se sont toujours clairement positionnés contre les contrats précaires (CDD, intérim etc...) inventés par l'UMP et les socialistes. Si nous nous opposons au contrat unique du gouvernement c'est parce qu'il ne crée pas une égalité de droit, il crée une absence de droit pour l'ensemble du monde du travail. Le gouvernement veut imposer un CPE pour tous les salariés, ce qui déboucherait sur une précarisation de l'emploi pour l'immense majorité de la population. Nous ne connaissons pas encore les détails de la réforme mais les grandes lignes fixées par Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle sont évidentes pour cet ardent défenseur du libéralisme:

- affaiblissement des règles encadrant le licenciement et allongement de la période d'essai.
- exonération des cotisations sociales afin de mettre en déficit les caisses de sécurité sociales

« Faciliter le licenciement pour favoriser l'emploi » voilà le paradoxe de ce que propose le gouvernement et les argumentations frauduleuses qui nous démontreront la logique cette scandaleuse mesure risque d'être assez comique. Ce contrat unifierait mais dans un système entièrement précarisé laissant place à tous les abus (insécurité des revenus, discrimination et répression syndicale). Battons nous pour une unification qui renforce nos droits en garantissant l'accès à un emploi et à une formation pour tous. Face au contrat unique qui détruit les droits gagnés dans la lutte par les salariés proposons une sécurisation des parcours professionnels qui permette à chacun de se construire dans un rapport libéré au travail.

La garantie d'un revenu quelque soit la situation au travail ainsi que l'investissement massif vers les secteurs créateurs d'emploi et de richesse sociale sont les seules alternatives crédibles au chômage. En remettant les salariés au centre des logiques économiques nous pourrons enfin réellement s'attaquer au chômage.



D.R.

Des propositions pour inventer l'alternative :

Il faut créer un véritable droit à l'emploi et à la formation pour sortir réellement les jeunes de la précarité et sécuriser nos parcours de vie :

- Il faut tout d'abord un plan d'accompagnement des jeunes dans leur insertion professionnelle et de conversion des emplois précaires en emplois stables.
- Ensuite la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation qui permettrait à un individu d'alterner entre emploi et activité socialement utile, comme la formation ou un engagement associatif. Cela dans une continuité de droits et de revenus, sans passer par la case chômage. Nous sommes nombreux à vouloir nous réorienter parce que nous voulons changer de vie.
- Une autre utilisation de l'argent. En 2006 les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 100 milliards d'€ de bénéfices. Une partie des bénéfices pourrait financer ces nouveaux droits, par le biais d'une réforme fiscale. Plus largement, une révolution fiscale devrait permettre de plus taxer les opérations financières des entreprises et de moins taxer celles qui investissent dans l'emploi stable et la formation.

S'ENGAGER POUR TOUT CHANGER !

Face aux multiples attaques que la droite prépare, que pouvons-nous faire ? Comment enrayer le rouleau compresseur en marche depuis l'élection de Nicolas Sarkozy ?

Contre le CPE, contre la constitution européenne, contre la guerre en Irak, les jeunes de France ont démontré leur capacité à faire reculer la droite. C'est un avantage important face à un gouvernement qui se croit tout puissant.

Pour obtenir le respect de nos droits, et plus encore, de nouvelles avancées pour toutes la société, nous n'avons pas le choix, il faut nous engager tous ensemble pour faire entendre nos voix.

Partout, le Mouvement Jeunes Communistes est prêt à soutenir des luttes, prêt à aider ceux qui le souhaitent à faire vivre leurs idées sur leurs lieux de vie, d'études ou de travail. Tout ne se fera pas en un jour, mais tout est possible.

Alors, organisons-nous, dans tous les lycées, les facs, les entreprises, il faut construire rapidement des groupes de discussions, de réflexions et d'actions pour mettre en place les structures de résistance. Il faut interpeller le plus grand nombre de jeunes possibles, pour qu'ils puissent réellement s'engager pour choisir leur vie, pour cesser de subir les choix de la droite. Résister, ce n'est pas que se battre contre la droite, c'est aussi imaginer ensemble de nouvelles solutions progressistes et se battre pour les voir s'appliquer.

C'est cette vision de progrès social, et cette capacité de proposition qui nous a manqué dans les dernières luttes des jeunes comme celle du CPE. Après ces expériences, nous pouvons aller plus loin, parce que nous sentons que cette société marche à l'envers et que nous ne supportons pas de voir se développer les injustices et la précarité. L'ampleur et le nombre de réformes que la droite a l'intention de mettre en place nous invite aussi à plus d'organisation pour être efficace et victorieux.

C'est une société d'individus libres et solidaires que nous voulons construire. Une société débarrassée des discriminations et de la loi du fric du capitalisme.

Le Mouvement Jeunes Communistes est un espace ouvert à tous les jeunes qui veulent changer la société. N'hésite pas à nous rejoindre. Organisés, nombreux et motivés, nous sommes plus forts !!!



Guy Môquet, jeune résistant communiste fusillé en 1941

D.R.



Pour t'engager, rejoins la Jc !



Je m'organise avec les jeunes et les étudiants communistes.

Nom:..... Prénom:

Adresse :

CP: Ville :

Tél. : Mobile :

E-mail:

À renvoyer à

MJCF, 2 place du Colonel Fabien, 75019 Paris
Tél. : 01.40.40.12.45 - www.jeunes-communistes.org